

## Baromètre Syntec Numérique – BVA octobre 2014

### Près de 60 % des Français souhaitent que l'Etat contrôle plus fortement ce qui est diffusé sur Internet

Paris, le 15 octobre 2014 – Dans un contexte marqué par les écoutes de la NSA et la diffusion de données privées de célébrités, de nombreuses interrogations pèsent actuellement sur la qualité de la protection des données personnelles diffusées sur le web. Syntec Numérique et BVA ont fait le point sur les opinions des Français à l'égard de la protection de la vie privée sur Internet.

#### Les Français et leurs données personnelles sur le web

- **70 %** considèrent qu'une autorité indépendante, comme la Cnil<sup>1</sup>, est la plus efficace pour protéger l'utilisation de leurs données personnelles sur internet.
- **57 %** sont favorables à un contrôle accru de l'Etat sur ce qui est diffusé sur Internet.
- **Seulement 45 %** estiment être plutôt bien informés des risques encourus en matière de protection de la vie privée sur Internet.

<sup>1</sup> Commission nationale de l'informatique et des libertés

#### L'institution publique indépendante, un acteur de confiance pour le grand public

Une majorité de la population considère que la protection de leurs données personnelles relève davantage du service public que d'initiatives privées. **7 Français sur 10 accordent leur confiance à une autorité indépendante comme la Cnil** pour assurer cette mission, loin devant les sociétés privées qui proposent des systèmes de sécurité sur leur site (16 %).

*« Ces résultats montrent bien le déficit de crédibilité, mais sans doute aussi le manque de pédagogie de la part de ces acteurs privés, sur leur capacité à s'autoréguler. La difficulté de faire appliquer son droit à l'oubli sur certaines données que l'on trouve sur Internet, ou encore les scandales liées aux fuites, volontaires ou involontaires, de données personnelles ont forcément eu un impact dans l'opinion », explique Bruno Vanryb, président du collège Editeurs, Syntec Numérique.*

#### La limitation des dérives sur internet, un chantier prioritaire pour les Français

57 % des personnes interrogées souhaitent que l'Etat incarne pleinement son rôle de « gendarme » à travers un renforcement de son contrôle sur les contenus diffusés pour limiter les abus. A l'inverse, 41 % s'opposent à cette ingérence en brandissant le drapeau des libertés individuelles.

Cette volonté de contrôle se traduit notamment par la méconnaissance des Français sur les dangers qu'ils encourent sur Internet concernant la protection de leur vie privée. Ils sont en effet 54 % à déclarer ne pas connaître suffisamment ces risques. **Seuls 45 %, pour une majorité d'entre eux technophiles, estiment être bien informés.**

*« Pour limiter les dérives, une majorité est prête à restreindre les libertés individuelles. Cet arbitrage a d'ailleurs été l'objet de vives discussions, au Parlement et au sein de la société civile, dans le cadre du vote du projet de loi contre le terrorisme : les Français semblent donc aller dans le même sens que le Gouvernement, en faisant de l'Etat le garde-fou du web ! De quoi continuer d'alimenter le débat sur la nécessaire neutralité du net... », conclut Bruno Vanryb, président du collège Editeurs, Syntec Numérique.*

## Une inquiétude plus forte que l'intérêt personnel et les économies

Les doutes manifestés par les Français sur la sécurité numérique prennent actuellement le pas sur les avantages qu'ils pourraient retirer de certaines technologies.

**Ils sont ainsi 78 % à s'opposer à l'installation d'un boîtier dans leur voiture qui enregistrerait leurs habitudes de conduite et transmettrait ces données aux assureurs.** Considérée majoritairement comme une intrusion dans leur vie privée, ce type d'innovation convainc seulement 21 % des Français, qui y voient une possibilité de réduire les factures en optimisant le coût de sa police en temps réel.

*« La collecte de données privées est au cœur de la prochaine révolution technologique : celle des objets connectés. Alors que nous en sommes au début de leur développement, les Français semblent réservés. Pour les rassurer, il est nécessaire de recréer un lien de confiance entre l'Etat, les autorités indépendantes et les acteurs économiques afin de ne pas ouvrir la voie à des réglementations trop contraignantes. La relève économique passera par le numérique à ce prix là... »* conclut **Bruno Vanryb**.

**Rapport détaillé du baromètre disponible pour la presse  
sur simple demande auprès de l'agence Wellcom**

### Méthodologie :

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français recrutés par téléphone et interrogés par Internet\* les 8 et 9 octobre 2014.

Echantillon de 1 224 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par région et catégorie d'agglomération.

### Syntec Numérique

Syntec Numérique est le syndicat professionnel des entreprises de services du numérique (ESN), des éditeurs de logiciels et des sociétés de Conseil en Technologies. Syntec Numérique représente 1 500 sociétés adhérentes, soit 80 % du chiffre d'affaires de la profession.

Présidé depuis juin 2010 par Guy Mamou-Mani, Syntec Numérique contribue au développement des Technologies de l'Information et de la Communication et de leurs usages, assure la promotion des entreprises des Logiciels & Services et la défense des intérêts collectifs professionnels. [www.syntec-numerique.fr](http://www.syntec-numerique.fr)

**Contact :** Anne-Julie Ligneau / 01 44 30 93 00 / [ajligneau@syntec-numerique.fr](mailto:ajligneau@syntec-numerique.fr)

**Relations presse / Agence Wellcom :** Elise Plat – Hélène Boulanger / 01 46 34 60 60 / [ep@wellcom.fr](mailto:ep@wellcom.fr) – [hb@wellcom.fr](mailto:hb@wellcom.fr)